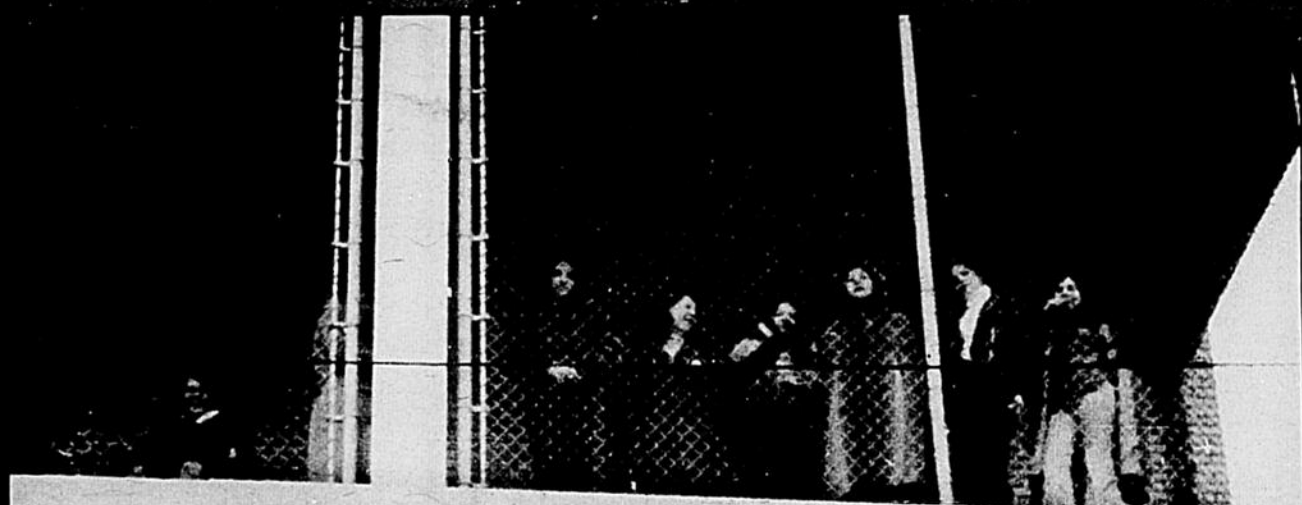


Volume 56

Vol. 56 du Quartier latin, No 23, 13 mars 1974



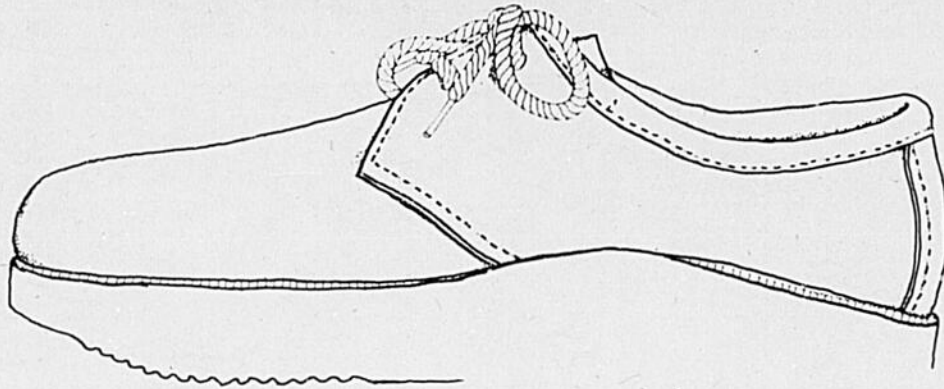
“il est des ‘écoles’ avec des
clôtures plus hautes et mieux
gardées que les autres”



claire joie →

la répression des “délinquants”

Voici comment les Roots donnent à vos pieds
une sensation agréable
qu'elles transmettent ensuite tout le long
de votre colonne vertébrale



Pour comprendre le principe des Roots, regardez la chaussure de profil. Au lieu d'un talon qui vous soulève et vous fait pencher vers l'avant, vous remarquez une base d'une seule pièce pour vous planter fermement sur le sol. Et si vous regardez un pied humain de profil, vous comprendrez pourquoi elles sont si confortables. Le talon est la partie la plus basse du pied, c'est pourquoi avec des Roots il repose sur la partie la plus basse de la chaussure.



Presque sur le devant, vous remarquerez que la semelle est incurvée comme une bascule. En marche normale, le poids atterrit d'abord sur le talon, se transmet le long de l'extérieur du pied, puis en diagonale passe de l'autre côté sur le gros orteil qui vous soulève pour le prochain pas. L'idée de bascule permet que ce transfert de poids s'effectue un peu plus facilement, ce qui rend chaque pas moins fatigant.



Tout à coup, vous vous tenez plus droit car des muscles généralement inactifs sur la face postérieure de la jambe et dans le creux de vos reins se réveillent pour vous aider à vous tenir droit et à vous déplacer. Regardez maintenant le creux de la plante du pied, qu'on appelle la voûte plantaire. Si vous êtes continuellement sur vos jambes, des voûtes plantaires non soutenues peuvent s'affaisser et se déformer complètement. (C'est pour ça qu'à l'époque où les voitures de patrouille n'existaient pas on appelait les policiers des pieds plats.) Pour éviter que votre voûte ne s'affaisse, les Roots ont un contour qui la soutient. Il existe un creux plus petit entre les deux saillies de l'avant-pied qui est également soutenu par les Roots.



2065 Bishop
(pres. de Monastère)

En somme, Roots compense par une sensation naturelle et de bien-être l'habitude contre nature de l'homme de marcher sur des planchers durs et des trottoirs. Les chaussures Roots sont conçues et fabriquées au Canada, et au cœur même de notre production, se trouvent deux générations de cordonniers (un père et trois fils) qui ne demandent pas de l'idée que des chaussures de bonne qualité doivent être en grande partie faites à la main. C'est en les portant que vous apprécierez la perfection de notre travail.

Roots, pour les pieds citadins

Volume 56

Vol. 56 du Quartier latin, No 23, 13 mars 1974

COORDINATION
TECHNIQUE
Daniel Payette

PHOTOS
Félix Vincent
Daniel Payette

DESSINS
Jacques Sabourin
Daniel Sylvestre

COLLABORATEURS
Danièle Bourassa
Serge Forest
Roger Hobden
François Marcotte
André Parizeau
Elisabeth Pelletier
Maryse Turcotte

Dans un mois le Volume 56 cessera de paraître pour l'été cédant la place, en septembre, au Volume 57 du QUARTIER LATIN. Nous nous attachons tout particulièrement à l'heure actuelle à consolider et à "entraîner" l'équipe de l'an prochain. Nous recherchons donc de nouveaux collaborateurs.

La préparation du numéro à venir s'effectue
LE MERCREDI A 17h.30 au 5ème étage du
Centre Social (C-5518)

La discussion des textes à paraître se fait
au même endroit le DIMANCHE A 14h.

Dépôt Légal: Bibliothèque Nationale.



Lithographié par Journal Offset Inc.
111 254 Benjamin-Hudon, Ville St-Laurent

SURVEILLEZ

"LA FUMÉE LIQUIDE"

Coke... le vrai de vrai

Marque déposée



Dr. N. Scaffi, O.D.

Optométriste - spécialiste de la vue

- Examen de la vue
- Verres de contact
- Lunettes médicales

374 ouest, Sainte-Catherine

861-3761



L'incola

Droit: petit "Watergate"

La Faculté de droit a son petit Watergate. Résumons. Michel Clos présente, pour l'obtention d'un doctorat en droit, une thèse dont plus de cent pages sont plagiées. Celle-ci est pourtant acceptée par deux professeurs de la Faculté connus pour leur ultra-conservatisme: Jean Pineau et Roger Comtois. Michel Clos, le nouveau docteur en droit, devient professeur à la Faculté de droit de l'UdeM.

On s'en serait tenu là si un autre professeur en droit civil, François Hélène, n'avait découvert, au cours d'une recherche personnelle, le plagiat et fait rapport au doyen Bellemare.

Saisi du problème l'honorable doyen décide d'étouffer l'affaire. François Hélène est pénalisé pour sa découverte: son contrat n'est renouvelé

que pour une année alors que celui du plagieur l'est pour trois ans. Le doyen nomme un comité qui doit "en toute justice" lui faire rapport sur l'affaire "personnellement et confidentiellement". Celui-ci est composé de... devinez-qui, Pineau et Comtois, bien sûr.

Et pendant ce temps, Michel Clos retravaille sa thèse de façon à en faire disparaître la partie plagiée.

Le Volume 56 du Quartier-Latin s'étonne de "tant de mansuétude" à l'égard d'un "manquement si grave à l'éthique professionnelle" alors que le doyen tente de mettre à la porte un professeur à qui l'on ne peut reprocher que d'être une femme et de remettre en question quelque peu la pédagogie traditionnelle.

Quand le formol tourne au vinaigre

Qui dit "formol" dit "hôpital"; et qui dit hôpital pense immédiatement à la situation tragique des étudiants en Médecine de 5ème année: En effet les mesures que le gouvernement fait appliquer dans les hôpitaux pour rationaliser la bonne marche (cf. les grosses niuses du dernier numéro.) retombent également sur les épaules des futurs MD.

D'une part les prix des repas ont augmenté sensiblement au cours des derniers mois, et ce, à cause d'une coupure des subventions gouvernementales qui normalement finançaient ce service.

D'autre part l'allocation annuelle de \$2,300, accordée aux externes sous forme de subsides de la part du Ministère des Affaires Sociales, n'a jamais été indexée à l'augmentation du coût de la vie, de sorte qu'elle n'a jamais connu d'augmentation en 7 ans.

Enfin il n'y a actuellement aucune définition précise du curriculum qui est censé être sous la juridiction directe des Facultés.

En fait, c'est finalement à

l'hôpital qu'il revient d'attribuer à chacun les tâches qu'il aura à accomplir au cours de son externat. Or à chaque hôpital différent correspond un cours différent d'où ennuis pour ce qui est des examens; d'où également la possibilité que la "valeur" de leurs stages dépende du bon vouloir ou non d'un médecin ou d'un patron.

Mais ce qui fait vraiment "kicker" les étudiants c'est surtout la question des grosses piasses: "C'est pas juste, on travail pendant 12 mois de temps, on n'aura pas le temps de travailler pendant l'été"... "travailler à temps partiel pourrait nuire à la qualité de notre externat..." etc etc. En apparence, les voici bien démunis: en fait les banques et les cie d'assurance s'arrachent les étudiants en médecine depuis des années (Unigesco, Canadien Premier, Desjardins, BCN, etc.), témoin le budget-type de l'étudiant finissant en médecine tel que présenté par la Banque Provinciale:

et vous envisagez d'avoir un cabinet médical:

* Installation de votre cabinet;	\$ 8,000
* Fonds de roulement	\$10,000
* Consolider les dettes	\$ 5,000
* Changer d'auto	\$ 5,000
Montant Total	\$28,000

"Nous pouvons vous prêter cette somme avec facilités de remboursement etc etc"... Entre temps, l'étudiant non finissant peut se voir prêter jusqu'à \$8,000 sans endosseur... Vraiment on ne peut pas dire qu'ils soient à plaindre. Quoi qu'il en soit, pour défendre ces droits qu'ils estiment lésés, les futurs MD vont avoir recours à ce vulgaire moyen de pression qu'est la grève. Vous avez bien lu! Les étudiants en Médecine du Québec semblent d'ores et déjà décidés à rentrer en grève. (ceux de l'U de M ont déjà pris un vote décisionnel en ce sens), si un comité de négociations "ad hoc" n'aboutit pas dans ses pourparlers avec le Gouvernement. Parions que pour les étudiants en MEDECINE au moins, "le printemps sera chaud."

Uqam: nouveau recteur

Le Conseil des gouverneurs de l'Université du Québec a recommandé au ministre de l'éducation la nomination de Maurice Brossard, actuellement vice-président à l'enseignement et à la recherche, pour succéder à Léo Dorais au rectorat de l'UQAM.

Comme nous l'annoncions il y a un mois (No 18, 6 février), Dorais a remis sa démission et obtenu une bourse de perfectionnement en administration scolaire (sic!).

La nomination de Maurice Brossard ne surprendra personne (si elle en déçoit beau-



coup): parmi tous les candidats à la succession il apparaissait comme celui "du ministère".

Les luttes à Joliette

Après plus de 11 mois de grève, la compagnie Canadien Gypsum à Montréal, à la suite de négociations qui s'étaient faites rares dans le passé, a finalement concédé aux ouvriers syndiqués à la CSN plusieurs de leurs revendications.

Il ne s'agit pas d'une victoire totale, mais d'un premier pas dans la lutte contre ce monopole américain qui va jusqu'à tenter de briser les syndicats partout où ils existent dans ses usines (moins du tiers). Les travailleurs espèrent que le règlement de la grève aidera les 90 autres grévistes de la Canadien Gypsum à Joliette qui sont en grève depuis avril dernier.

Par ailleurs la lutte à Joliette se poursuit. Depuis l'injonction accordée à la Gypsum, un fort mouvement de solidarité commence à prendre de l'ampleur. Il a impliqué jusqu'ici des débrayages quotidiens dans les usines, les hôpitaux et les écoles de la région.

Ce furent tour à tour les hôpitaux Saint-Charles et Lanaudière, l'usine de textile Scappa Dyers, la biscuiterie Harnois, l'imprimerie Pape-teries Canadiennes. Depuis deux semaines, 3 polyvalentes ont organisé des débrayages en signe d'appui aux grévistes. Les ouvriers de Firestone ont également débrayé.

Des manifestations ont aussi été organisées. Durant l'une d'elles, un important groupe d'étudiants d'une polyvalente sont allés "occuper l'usine" pendant quelque temps, jusqu'à ce que la police les en expulse. Samedi le 8 mars, près de 300 travailleurs sont allés rendre visite au gérant de l'usine Gypsum, et ce à domicile, pour lui dire ce que pensent ces derniers de l'attitude de la compagnie.

Les travailleurs organisent une autre manifestation à Joliette vendredi prochain, le 15 mars, à 19h30.

Great Lakes: les scabs ne passent plus

A Berthierville, non loin de Joliette, 200 ouvriers de la Great Lake affiliés à la CSN sont en lock out depuis le mois d'août 73. L'usine produit des électrodes de carbone employées dans l'industrie de l'extraction. Si le conflit dure depuis longtemps, cela n'a cependant pas brisé la combativité des ouvriers de l'usine.

"Plus ça va, moins on a de revendications à lâcher. Plus ils vont prolonger la grève, plus ils vont avoir un durcissement du conflit", c'est ce que disait le président d syndicat de la Great Lake lors d'un meeting de solidarité organisée à Berthierville au début du mois (où étaient d'ailleurs présents les gars de Gypsum et de Firestone.).

Et ces paroles ne sont pas restées lettres mortes. Le 12 février, en même temps qu'une conférence de presse, les ouvriers de la Great Lake lançaient une brochure écrite à propos du conflit et intitulée "Great Lake, c'est sale, sale, sale"; c'était une importante tentative de renforcer le soutien à la grève parmi la population de Berthierville... Mais depuis le 6 mars, plus d'une centaine de grévistes ont également décidé de se rendre chaque matin devant les portes de l'usine afin d'empêcher les scabs d'entrer et ainsi rapeler au boss que la grève se poursuit toujours.

C'est que ces derniers, les scabs, se rendaient comme si de rien n'était chaque matin à l'usine pour travailler.

... On peut donc penser qu'à

partir de maintenant, les profits se feront plus rares pour la Great Lake. Cette dernière n'a d'ailleurs pas perdu beaucoup de temps pour le comprendre; elle réclame maintenant de la part de la justice bourgeoise une injonction.



Cette provocation de la part de la compagnie (aux profits qui se comptent chaque année par millions) qui a maintenu jusqu'à maintenant les 200 ouvriers 7 mois en lock out pour briser le syndicat, cette provocation ne peut que renforcer le sentiment de colère des ouvriers et de la population. En ce sens, la compagnie oublié que plus il y a répression, plus il y a résistance.

Déjà cette dernière est fameuse dans la région. C'est elle qui a déjà depuis 10 ans fortement pollué toute la ville avec ses 24 cheminées qui déversent constamment le monoxyde de carbone. Les poumons des ouvriers sont littéralement "poivrés" de carbone. Il semble d'ailleurs (d'après un rapport gouvernemental, il s'agit donc d'une chose sérieuse!) que les quelques appareils de détection de la pollution aient été sabotés par les patrons, tandis que les médecins gou-

vernementaux seraient de connivence avec les patrons.

Contre la Great Lake qui après 6 mois de silence, n'offre aux travailleurs que trois fois rien, ces derniers exigent:

1) une augmentation de \$1.50 sur 24 mois (2 ans).

2) l'indexation des salaires au coût de la vie (ces derniers variaient entre \$84 et \$92 par semaine).

3) l'abolition du temps supplémentaire obligatoire (en moyenne 40 h. par mois par ouvrier).

4) des garanties en ce qui concerne la santé des ouvriers et une meilleure sécurité de travail (les accidents, étant plus que fréquents).

Quant à la compagnie, c'est simple, elle offre \$1.40 d'augmentation sur 43 mois et sans indexation au coût de la vie, et en ce qui concerne le reste, le statu quo.

Fort de l'appui de la population, les travailleurs de la Great Lake entendent bien ne pas accepter le mépris du patron. Ils ont d'ailleurs, a fait surgir de nouvelles formes d'organisation pour lutter contre le patron. En mars 73, ils se désaffiliaient de l'All Chemical and Atomic Workers Union vendue littéralement au patron (le syndicat refusait la négociation sur les bases des demandes des ouvriers). Depuis, un comité de 22 travailleurs a aussi été formé qui travaille à mobiliser tous les grévistes.

En fait, il n'y a aucune raison pour que la Great Lake reste "sale." A suivre.

**le comité
de soutien
aux luttes ouvrières
(U de M)**

présente
mardi le 19 mars
à 12h30
au "local vitré"
pavillon des
Sciences Sociales

**"Vous savez ça,
Monsieur le ministre...?"**

(un vidéo de R. Favreau, F. Capistran,
M. Blais)

"le 27 août 1973 quatre cent grévistes
(17 conflits) occupent les bureaux du mi-
nistre Cournoyer pour protester contre
l'utilisation de "scabs" par les compa-
gnies..."

Delavés sur mesure



Wrangler® *Fades*
Wrappelles vous le "W" n'est pas prononcé

"LA FUMÉE LIQUIDE"

**spectacle liquide
entièrement audio-visuel**

Pour \$2.00 - entrée
- vestiaire
- 1 rafraîchissement "Volcano"

JIMMY CLARKS — SUPER PERCUSSION

DIRECTION ARTISTIQUE: J. STENHOUSE
MUSIQUE: D.J. SUN-SHINE
PRODUCTION: PRESTON JENNINGS JR.

Du jeudi au dimanche de 9 p.m. à votre départ!!!

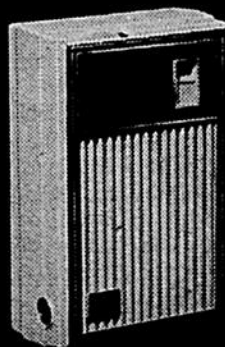
**6512 Boul. Décarie
(Coin Plamondon - ¼ mille au sud de Blue Bon-
nets) autobus 17**

Nous serons enchantés
de vous faire visiter
notre nouvelle succursale
d'Outremont et de vous remettre
une **radio gratuite**
à l'ouverture de votre
compte d'épargne



**TRUST
GÉNÉRAL**

1. Vincent d'Indy
Outremont
739-3265



la répression des "délinquants"



Pour que la société capitaliste fonctionne correctement, pour qu'elle continue à produire et surtout à produire des profits, il est nécessaire que les individus qui la composent acceptent de jouer les rôles sociaux qui leur reviennent, qu'ils considèrent cela comme "normal" et qu'ils s'identifient le plus parfaitement possible à ces rôles.

Cela implique aussi qu'ils acceptent la structure sociale hiérarchisée et modèlent leur comportement sur les diverses normes sociales établies.

Tout cela il faut donc l'apprendre aux enfants dès leur plus jeune âge. C'est ce qu'on appelle "le processus de socialisation". Dans la plupart des cas la famille et l'école s'acquittent très bien de cette tâche; elles font "comprendre" aux enfants qu'ils auront des rôles sociaux différents à jouer selon qu'ils sont du sexe masculin ou féminin et selon la place qu'ils occuperont dans la hiérarchie économique et sociale capitaliste; elles les "convainquent" également que tout cela est "dans l'ordre des choses", dans "la nature humaine", que si on l'accepte et qu'on s'y conforme on devient un adulte libre, responsable, normal, équilibré, bien adapté, etc et que si on le refuse et qu'on se révolte on devient mésadapté, déséquilibré, déviant et à la limite délinquant.

Il y a cependant des failles. La famille et l'école ne réussissent pas toujours à accomplir leur noble tâche. Soit que la famille soit inexistante ou ne corresponde en rien à ce que devrait être une "bonne famille" selon les critères et les exigences de la production capitaliste, soit que l'école ait été carrément rejetée dès le départ par l'enfant. Quoiqu'il en soit, le résultat est un problème pour la société capitaliste: Un enfant révolté qui n'accepte rien, qui ne fait rien de ce qu'on lui dit, qui refuse de se soumettre à l'autorité, qui refuse de jouer le rôle social qui lui incombe, et qui, parfois, en plus, pose des "actes illégaux", c'est-à-dire se drogue ou attaque la propriété privée (!).

Ce problème, la société capitaliste doit le régler pour deux raisons: Ces enfants révoltés risquent de "faire du trouble", il faut à tout prix leur faire accepter les normes sociales adéquates de comportement. Il faut aussi qu'ils s'intègrent au système de production capitaliste, il n'est pas question de laisser des individus se défilier comme ça! Il faut qu'ils travaillent et produisent du profit, ou contribuent à le faire, comme tout le monde (ou presque)!

La société utilise donc les grands moyens. Elle fait passer ces enfants en justice et les envoie alors, soit dans des "foyers nourriciers" (tentatives de remplacer la famille, ce qui marche généralement assez mal) ou, plus souvent, dans des écoles-prisons. Autrement dit, "si tu ne veux pas comprendre par la "douceur", tu comprendras par la force". Ces "centres de réadaptation" fonctionnent comme des écoles et ont exactement le même but sauf que, comme leur nom l'indique de même que tous les "concepts" se rapportant à cette question - il s'agit de corriger un apprentissage qui a eu des failles; cela nécessite donc une répression beaucoup plus forte avec un régime de caserne et des barreaux aux fenêtres... pour l'instant.

"apprendre à être libre"...en prison

Un exemple d'école-prison: Le Centre Berthelet. Celui-ci est, selon sa définition légale, un "centre d'accueil", c'est-à-dire une institution où les juges de la Cour du Bien Etre envoient des gars de 12 à 18 ans, soit en vertu de la loi fédérale sur la délinquance, soit de la loi provinciale de protection de la jeunesse. En tant que centre d'accueil Berthelet n'a pas le droit de refuser qui que ce soit. Il reçoit donc des garçons répondant à diverses "définitions": délinquants, dépressifs, sociaux-affectifs, caractériels, schizophrènes. Ces jeunes ne restent à Berthelet que pour un maximum de 10 à 11 mois, soit une semaine à deux mois dans le secteur "transition" (avant de passer devant le juge), puis au maximum neuf mois dans le secteur "resocialisation". L'institution qui est une corporation privée entièrement subventionnée par le Ministère des Affaires Sociales, est gérée par un conseil d'administration dont les décisions sont prises en collaboration avec les ministères provinciaux des Affaires Sociales et de la Justice.

Berthelet a à son actif un personnel de 200 éducateurs, plus les employés des cuisines et une dizaine de fiers-à-bras (au cas où...).

L'institution est divisée en 10 unités regroupant chacune 13 garçons soit 5 unités "transition", et 5 unités "resocialisation".

A Berthelet on n'a pas beaucoup de temps pour "resocialiser" les gars, alors on se préoccupe surtout des les surveiller, de les empêcher de

"poser des actes délinquants" et de les occuper physiquement: Près de 70% de la journée est consacrée aux sports: hockey, badminton, piscine 4 fois par semaine, ballon chasseur, ballon balai, ballon à toutes les sauces. Il y a aussi de la céramique et des ateliers une fois toutes les deux semaines(!)

La participation aux activités sportives est obligatoire pour les gars. Elle est d'ailleurs notée par l'éducateur quotidiennement sur la fameuse "fiche de performance" et de comportement du pensionnaire qui sert à monter sur lui un dossier complet.

L'importance donnée aux activités sportives, qui est évidemment beaucoup plus grande pour les gars que pour les filles, est significative. Il s'agit de stimuler chez eux l'esprit de compétition, l'idéal de la force physique et l'élitisme dans le sport. Par la même occasion c'est un moyen commode de "leur faire passer" leur énergie sexuelle. Un gars qui refuse de participer aux activités sportives, qui en a plein le dos de jouer au ballon balai tous les jours, risque de se retrouver dans l'"isoloir", petite pièce de 2 x 4 pieds par 6, dans la cave, sans fenêtre, meublée d'un lit et dans laquelle l'intensité de la lumière est contrôlée de l'extérieur par un réostat. Il se fait à Berthelet en moyenne 150 à 200 heures d'isoloir par mois. Une tentative d'évasion entraîne immédiatement une sanction de 72 heures d'isoloir.

A l'heure actuelle il n'y a pas à Berthelet, contrairement à d'autres institutions,

d'activités académiques. La journée est occupée par les sports, les tâches de "routine" (vaisselle, lavage, etc.), la télévision et parfois quelques activités que les éducateurs ont encore le loisir d'organiser à leur guise. Mais un projet de réorganisation est à l'étude, qui règlera dans l'avenir la vie des gars de Berthelet comme du papier à musique: Une journée de 13 heures comprendra:

2 heures d'activités intérieures (sports, céramique ou atelier)

2 heures d'activités extérieures (re-sports)

2 heures d'activités académiques (école)

2 heures d'activités manuelles

3 heures pour les repas et les activités de routine

2 heures à s'occuper comme ils veulent.

Pour ce qui est des "activités extérieures" elles sont confinées à l'heure actuelle à une petite cour de 50 pieds carrés. Les vraies "grandes sorties", elles, il y en a quatre par année, au maximum.

Les pensionnaires de Berthelet ont des chambres individuelles mais ils n'ont pas le droit d'y mettre d'autre meuble que leur lit. Il va sans dire qu'ils ne peuvent pas non plus mettre ce qu'ils veulent sur leur mur.

En ce qui concerne la nourriture les menus sont faits pour une période de deux semaines au bout de laquelle le cycle recommence. Les gars peuvent se faire servir deux fois de tout sauf du dessert. Ils ont aussi le droit de fumer: le gouvernement a racheté les vieux stocks des cigaret-

tes "expo 67" qui avaient été produites en trop grande quantité et qui ne pouvaient plus être mises sur le marché après la fermeture de l'Expo. Ce sont donc ces cigarettes qui sont distribuées aux gars à Berthelet. En termes de lecture le seul journal permis est "La Presse" (pour une bonne "resocialisation rien de tel que Power Corp.), et puis aussi des "comics" et des photos-romans.

Pour la tenue vestimentaire elle est très simple: une veste et un pantalon rayés, "rayés comme ma fenêtre" comme ma porte", écrivait un gars du centre dans leur journal interne.

La nuit les évasions sont prévenues d'une façon tout à fait ingénieuse: Les pantalons et les chaussures des gars sont confisquées jusqu'au lendemain matin; ceci en plus des cadenas sur les portes bien sûr.

Les libertés provisoires sont très difficiles à obtenir pour les gars de Berthelet et elles sont la plupart du temps limitées à 2 ou 3 jours.

Auand aux "raisons" pour lesquelles les gars sont là, elles tournent la plupart du temps autour de questions de drogue ou alors de vols mineurs par effraction.

Mais les vrais raisons relèvent bien plus de l'appartenance de classe des enfants, de leur origine sociale, bref de l'"impression" qu'ils font au juge. S'ils se "présentent bien" ils ont des chances mais sinon ils risquent gros, comme ce jeune gars qui s'est retrouvé à Berthelet pour avoir été pris avec trois

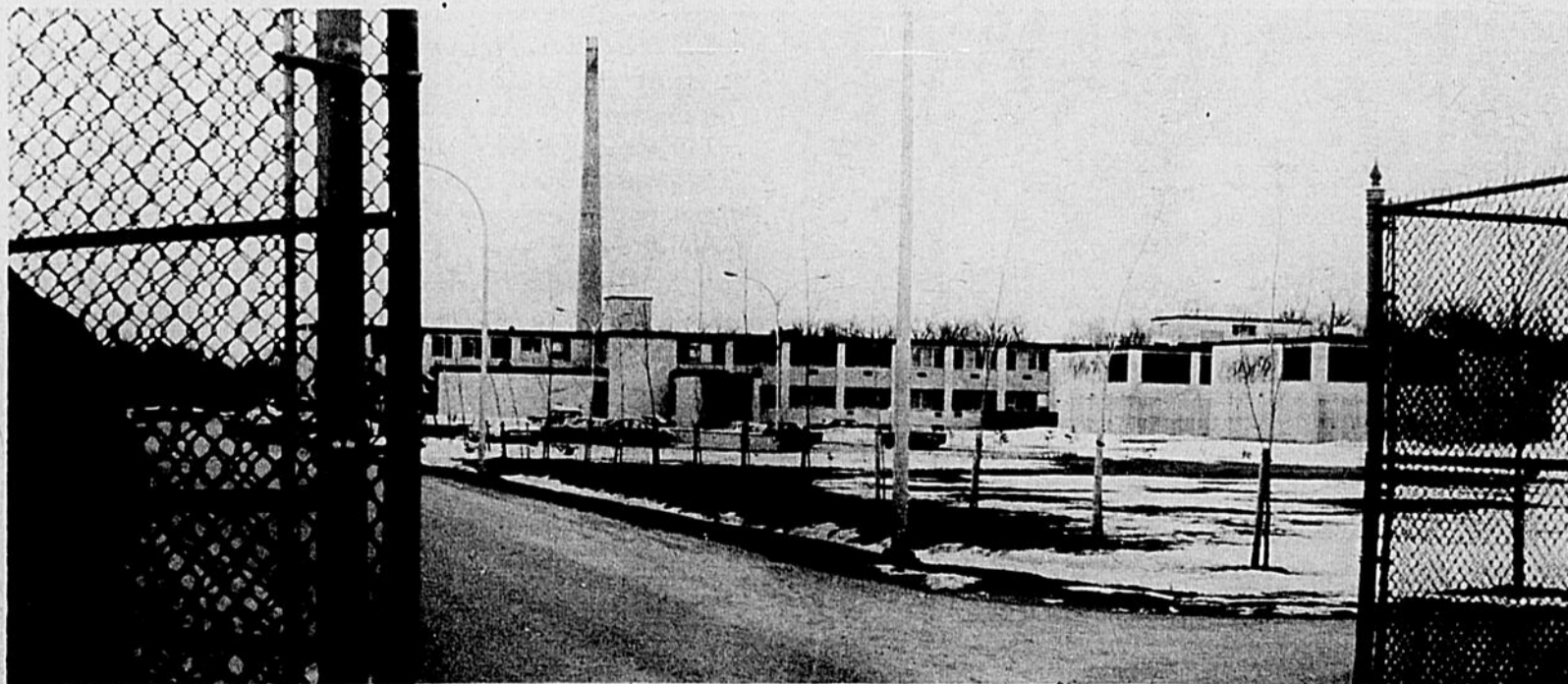
"caps" de mescaline dans ses poches. Ils peuvent même s'y retrouver pour rien du tout, si leur milieu familial est jugé mauvais par le savant magistrat.

En ce qui concerne les contacts que les gars peuvent avoir, dans un centre comme Berthelet, avec ceux qui s'occupent d'eux, il est clair qu'ils ne sont pas particulièrement positifs. Les textes des criminologues parlent sans cesse de la nécessité d'établir un "rapport affectif positif" entre l'éducateur et le délinquant, de "gagner la confiance" de ce dernier afin que la "resocialisation" soit possible. Tout cela est évidemment illusoire et les éducateurs qui entretenaient encore des espoirs en ce sens ont vite changé d'idée.

Un gardien ne peut pas "gagner la confiance" du prisonnier et "en faire son ami" dans un tel système répressif: s'il réussit à le faire c'est que la "resocialisation" est accomplie et que la révolte du jeune gars est tout à fait cassée!

Comme le constate d'ailleurs savamment une thèse de maîtrise de criminologie: "Le groupe de jeunes (dans un centre comme Berthelet) orientera toujours son action dans le sens qui lui est naturel (sic) celui de la délinquance, en tâchant constamment de résister à l'influence de l'éducateur".

Autrement dit ces jeunes qui se révoltent contre la vie qui leur est proposée, contre leurs conditions économiques, sociales et affectives, ont tendance à se révolter plus encore si on les met en prison; ils ont tendance également à refuser qu'on les "resocialise", qu'on les force à accepter ce qu'ils rejettent! Evidemment! La société capitaliste - et principalement les universitaires dans ce domaine - s'efforce donc de perfectionner et raffiner sans cesse les mécanismes qui permettent la réadaptation des délinquants. Ainsi il ne serait pas surprenant que les institutions du type Boscoville, à barreaux invisibles et à contraintes sociales rapidement intégrées, viennent de plus en plus remplacer celles du type Berthelet, réussissant ainsi à réadapter l'enfant de force mais subtilement. Cela ne changera rien au fond de la question: Que la société capitaliste ne peut tolérer d'être remise en question, surtout par des enfants!



"Un exemple d'Ecole-prison: le Centre Berthelet".

les "spécialistes" de la délinquance

Pour régler ses problèmes de délinquance, la société ne se sert pas que d'institutions pénitencières. Elle a aussi des "spécialistes," chargés de trouver des explications rationnelles à cette bizarrerie moderne: des enfants qui deviennent des "criminels"... Ils sont en droit, psychologie ou psychiatrie, en service social ou alors en criminologie. Ils mettent bout à bout des "facteurs sociologiques" et "psychologiques" pour élaborer des théories cohérentes. Ils font de la Science; et plus ils font de la Science, plus la réalité s'éloigne. Plus les conceptions sociologiques s'accumulent, plus la société qui est derrière est rigide, plus ses probabilités de changement semblent hypothétiques. Même chose pour "l'explication psychologique": plus les théories s'accumulent, plus l'individu disparaît. Alors qu'en apparence les variables sont simples, les interactions entre institutions sociales et personnalité individuelle, deviennent, lorsqu'elles sont examinées par les "spécialistes", beaucoup trop complexes pour qu'on puisse prévoir des transformations.

Pourtant dans la masse des facteurs "prédisposant," il n'y a que deux dominantes: la famille et la société. La famille qui n'arrive pas à faire accepter à l'enfant le rôle-social qui

lui est destiné, la société qui lui refuse dans les faits ce qu'elle lui fait pourtant désirer. Puissance, virilité, propriété; qui dit délinquance dit conflit ouvert entre l'autorité, les valeurs dominantes et l'adolescent. Ce qu'on ne dit jamais, c'est que la délinquance est une caricature de notre société à roulement à billes. Ils sont "délinquants" par rapport aux règles du jeu: deux classes, deux races de monde, une pour la misère et l'autre pour le profit, des gagnants et des perdants définis d'avance...

Ce n'est pas de cela qu'il est question à l'université. A l'université, il n'est question que de masquer les vraies causes de la délinquance comme les vrais buts de la réhabilitation: la division de la société en classes, avec les inégalités que cela entraîne et le maintien de cette situation. La misère physique et psychologique des masses ne tombent pas du ciel et ne sont pas des "accidents" d'un système qui évoluerait linéairement vers la "perfection capitaliste." La délinquance non plus. Elle est simplement la conséquence inévitable d'un système qui enferme tout le monde, depuis l'enfance, dans des rôles façonnés pour l'exploitation des uns et le profit des autres.



POUR LES PSYCHIATRES ET LES PSYCHOLOGUES, au-delà des conditions sociologiques qui "prédisposent" au crime, (milieu ouvrier ou défavorisé des grandes villes, société de consommation, médias d'informations, etc.) il y a les facteurs de personnalité qui entrent en ligne de compte. C'est d'autant plus un problème que la délinquance, justement, se produit aussi dans les milieux favorisés. En effet, les pays "riches et avancés", ont des niveaux de délinquance élevés: la Suède vient en tête, et aux Etats-Unis, les milieux aisés fournissent 55% des cas de délinquance (1970). Alors mieux vaut, n'est-ce pas, reporter le problème sur la révolte de

l'adolescent. C'est plus sûr: les conditions sociales, ça se change, tandis qu'une "personnalité délinquante," c'est un peu comme une maladie, c'est du sérieux quoi!"...

Aborder la délinquance par l'étude de la personnalité pose certaines difficultés. Que vaut, en effet, le critère du "passage à l'acte"? Quelle est la différence de ce point de vue, entre déviance face aux normes sociales, et délinquance?

Dans l'optique de la personnalité déviante, les radicaux et les hippies sont rangés à côté des criminels. A la délinquance classique, s'ajoute la déviance par rapport aux valeurs, même si elles sont liées à une

tentative de libération sociale ou spirituelle. Les "déviants" partagent donc des traits de caractère spécifiques: la mésestime et l'incertitude de soi, une perception d'eux-même irréaliste qui entraîne des actes en conséquence, le manque de tolérance à la frustration et de contrôle intérieur de leurs pulsions (sic!)... ou encore, une adhérence superficielle sinon une révolte quant aux valeurs établies. Alors que les non-déviantes, eux, sont typiquement: émotivement plus stables, moins timides, mieux assurés, mieux contrôlés, mieux relaxés et plus consciencieux... Tout cela diagnostiqué par des tests et validé à grand renfort de statistiques. Elles ne posent,

(suite page suivante)

La loi dite de "protection de la jeunesse" est au Québec l'une des plus arbitraires (ce qui n'est pas peu dire).

En vertu de l'article 15 toute "personne en autorité" (comprendre les parents, le directeur d'école, le psychologue scolaire, etc.) peut conduire ou faire conduire (par la police bien sûr) devant un juge de la cour du bien-être social tout enfant qu'elle estime exposé "à des dangers moraux (sic!) ou physiques en raison de son milieu ou d'autres circonstances spéciales".

Sont visés plus particulièrement, selon le texte même de la loi, "les enfants dont les parents, tuteurs ou gardiens sont jugés 'indignes', les orphelins de père ou de mère dont personne ne prend soin, les enfants 'illégitimes' ou adultérins abandonnés, ceux que leur milieu expose tout particulièrement à la délinquance, les enfants incontrôlables qui accusent généralement des traits de pré-délinquance..."

Saisi du cas d'un enfant le juge fait "enquête" (comprendre un procès) pour déterminer les "circonstances dans lesquelles se trouve l'enfant".

A la suite de quoi l'honorable juge peut le retirer à ses parents ou tuteurs (que l'enfant ait ou non contrevenu à la loi) et le placer, pour un temps indéterminé (habituellement jusqu'à 18 ans mais avec possibilité de prolonger au-delà), dans ces "écoles de protection de la jeunesse" qui ne sont, à toutes fins pratiques, que des PRISONS. Le tout sans possibilité d'appel.

Tout au long de l'"enquête" l'enfant ne peut rien dire. Tout se passe entre le juge et ses parents. Il n'a ni conseiller ni avocat "puisque le juge est là pour le protéger et non pour le punir".



les "spécialistes" de la délinquance (suite)

selon les chercheurs, qu'un problème ennuyeux: "on n'est jamais sûr que les individus qui composent le groupe contrôle ne sont pas des délinquants non-identifiés".

La déviance apparaît encore dans: "la rébellion contre l'université, l'establishment, et le complexe militaro-industriel." (cf. le Vol 56 de la semaine dernière...). La délinquance, elle, vient avec l'acte, avec la violence ou la révolte telles que l'adolescent l'actualise. Elle apparaît là où la famille "n'a pas su, n'a pas pu..." ou alors sous l'influence des "valeurs classiques de la classe ouvrière: La rudesse l'excitation et la recherche du plaisir immédiat."! Mieux: lorsque les valeurs de la classe dominante sont trop bien intériorisées, alors que

comprennent le plus d'offenses sont: vol et recel, vol avec effraction et recel, vol à l'étalage, dommages matériels publics et tentatives.

Ce que la société refuse c'est la violence de la révolte agissante.

C'est l'individu qui ne se contente pas de gueuler mais qui répond à la violence sociale par une violence contestataire.

Ce dont la société a peur, c'est du caractère incontrôlable et spontané de cette violence. C'est pourquoi les psychologues en recherchent les causes. Il faut trouver des causes "individuelles" à la délinquance. Et ce n'est pas demain que les "spécialistes de la santé mentale" étudieront l'influence de la hausse générale des prix sur l'anxiété familiale. Et pourtant...

Mais si les psychologues

nique", pourtant, si on y regarde de plus près, elle repose sur des postulats qui relèvent du "parti-pris fonctionnel" de la criminologie.

Le premier postulat des criminologues c'est que nous vivons dans une société qui fonctionne d'une manière donnée, avec des rôles sociaux bien définis et des normes précises à respecter: Cette organisation sociale est bonne et "fonctionnelle"; son aspect idéal est une harmonie parfaite entre ses différentes composantes qui jouent chacune leur rôle respectif. C'est le "chaque chose à sa place et une place pour chaque chose" où tout devrait fonctionner à la perfection.

Le second postulat est que "si quelque chose ne tourne pas rond" c'est que des individus ou des groupes sabotent plus ou moins consciemment le système social. C'est le crime du "dysfonctionnement", la "mésadaptation"; si cela s'aggrave c'est de la "déviance"; lorsqu'il se commet des actes illégaux c'est de la "délinquance".

Comme nos braves criminologues le disent: "L'i-

puisqu'elle est dysfonctionnelle par rapport à la société.

Bien sûr les criminologues se sont aperçus (on ne peut pas ne pas le voir) que les révoltes étaient plus fréquentes dans les quartiers pauvres et chez les ouvriers. Certaines études ont pourtant montré que le "taux de déviance" était aussi élevé dans les milieux aisés, mais elles ont montré du même souffle que les conséquences étaient bien différentes: un fils de bourgeois n'aboutit pas dans une maison de "redressement" où on lui apprendrait à devenir menuisier ou peintre en bâtiment.

La majorité des jeunes que l'on retrouve dans ces maisons provient donc des quartiers pauvres, bien sûr. Ce ne sont pas les "apprenti - grand - avocats" ou les "futur-brillant médecins" qui se mettent à casser des vitres ou à voler des chars par rage et par impuissance devant la vie qui leur est proposée.

Mais l'explication que les criminologues donnent de cette constatation reste fidèle à leurs postulats: la famille devrait toujours être une oasis de bonheur, un nid douillet où l'enfant grandit à l'ombre de l'amour de ses parents. Quand la réalité est toute autre c'est qu'il y a des accrocs, des erreurs, la belle machine a des ratées. Il n'est pas "normal" que dans certaines familles le père boive et la mère crie tout le temps après les enfants. Pour les criminologues ce n'est jamais une conséquence logique du système social ou de la situation économique de ces familles: il ne s'agit que d'exceptions, d'erreurs, d'"aspects dysfonctionnels" qui apparaissent on ne sait trop pourquoi. Même chose pour l'Ecole, "reflet neutre de la société", tout le monde devrait pouvoir s'y adapter.

Et les criminologues de tirer de brillantes conclusions: "la famille à multiples problèmes corrèle fortement avec la délinquance" ou "l'inadaptation scolaire peut entraîner le développement d'attitudes anti-sociales et de mépris de l'autorité", les difficultés scolaires étant des "signes prémonitoires" de mésadaptation sociale, puisque l'Ecole est le reflet de la société".

Les criminologues adoptent encore d'autres positions ultra-conservatrices. Les mères de famille qui ne

sont pas des bonnes maîtresses de maison peuvent créer de la mésadaptation chez leurs enfants. Il "faut craindre les loisirs qui surexcitent la jeunesse" et leur préférer "des loisirs mieux encadrés".

Bref le mandat de la criminologie apparaît clairement, la société capitaliste doit continuer à fonctionner efficacement malgré les problèmes qu'elle engendre. Elle est chargée de réintégrer le jeune dans le cycle de production malgré sa révolte qu'elle ne définit qu'en fonction des normes sociales dominantes. Les criminologues font réintégrer le rang aux jeunes qu'on leur confie, considérant que l'organisation sociale actuelle est idéale et immuable.

Quant aux rôles sociaux qu'il faut faire accepter de force aux jeunes, ils sont évidemment ultra-conventionnels et conservateurs. Les jeunes mésadaptées ont, disent les criminologues, "une conception fautive du rôle maternel au foyer"... Mais l'"école" va changer cela en centrant leur vie sur le climat "familial" et "un enseignement pratique approprié" (sic) Les jeunes obtiennent des congés et des salaires en fonction de leur sens "des responsabilités individuelles et sociales". Pour les filles il y a des bons d'achat vestimentaires, pour les garçons ces mêmes bons sont échangeables contre du chocolat et des bonbons.

Voilà les grandes lignes de pensée qui guident la réadaptation. Voilà comment les psychologues et les criminologues expliquent "scientifiquement" la délinquance. En se transformant en chiens de garde vigilants de la société actuelle.

Tant que le système capitaliste actuel durera les "centres de rééducation" auront toujours la même fonction: faire accepter par tous les moyens les normes sociales dominantes. Il se peut qu'un jour la répression soit moins évidente et moins violente dans ces centres. Rien ne sera changé. On s'attachera uniquement avec plus de subtilité à enfoncer dans la tête des jeunes les rôles particuliers que la société leur destinait. Ils continueront à devenir ouvriers exploités, femmes exploitées, producteurs sans pouvoir. Et surtout à courber la tête devant la sacro-sainte autorité...



"Il se peut qu'un jour la répression soit moins violente et moins évidente dans ces Centres..."

les voies d'accès à ces valeurs (prestige social et biens matériels) sont fermées. Il y a d'ailleurs une corrélation entre le fait d'avoir une personnalité délinquante, l'acceptation superficielle des valeurs dominantes, et la conscience des limites à l'accessibilité imposées par la société de classes.

Quand aux délits pour lesquels on emprisonne les mineurs, ils reflètent bien cette conscience: ce sont surtout des attentats avec violence à la propriété privée. Exemples tirés des causes présentées à la cour du bien-être social de Pointe-Claire, (Juin-Décembre 1970) les 4 catégories qui

définissent savamment les concepts LES CRIMINOLOGUES eux ont des préoccupations plus concrètes et terre-à-terre. En criminologie le principal problème qui se pose c'est celui de l'efficacité des "centres de réadaptation" (rééducation) dans la "réintégration du délinquant à la vie normale". On étudie donc "scientifiquement" les méthodes de rééducation et leurs effets psychologiques, la "relation éducateur-délinquant", bref tous les problèmes que peuvent présenter ces institutions en fonction de leur efficacité à "réadapter".

En surface une telle optique paraît purement "tech-

nadaptation, c'est l'incapacité de jouer un rôle standardisé en guidant sa conduite sur des normes sociales qui le définissent".

Le criminologue cherche donc à dépister la délinquance avant qu'elle ne se manifeste (la prévoir pour la prévenir) et à réadapter, c'est-à-dire ramener à la raison les délinquants en les "convaincant" de jouer le "rôle structuré" qui leur revient.

Pour la criminologie il est très clair que refuser ces rôles et ces normes c'est être malade "socialement voire psychologiquement". La révolte d'un jeune face à la vie qu'on lui propose est "anormale"

L'IRAN: le gendarme bien dressé du golfe Persique

Le 28 février dernier, une conférence était donnée au Pavillon Ste-Marie à l'UQAM sur le thème "Le rôle du gouvernement iranien dans le Golfe Persique et la répression en Iran". Le conférencier était Léandre Bergeron ("La petite histoire du Québec"), qui intervenait en tant que président du Comité québécois pour la défense des prisonniers politiques en Iran.

La conférence avait pour but de décrire et d'expliquer la situation actuelle en Iran,

qui réclamait principalement la nationalisation du pétrole, oblige le Shah à s'enfuir du pays. Mais un coup d'Etat militaire, habilement orchestré comme d'habitude, vient destituer le gouvernement de Mossadegh et rétablit le Shah à la tête du pays.

Le but était clair: réprimer toute velléité et tout mouvement anti-impérialiste en Iran et assurer l'exportation du pétrole vers les pays occidentaux. On n'a pas besoin de se demander

ques pour atteindre ces objectifs.

Etant donné qu'une intervention directe risquerait d'entraîner la violence, la nouvelle stratégie de l'impérialisme consiste à se servir des gouvernements réactionnaires locaux qui lui sont fidèles. Ceux-ci jouent le rôle de gendarme dans différentes régions du monde. On les appelle aussi "gouvernements sous-impérialistes": c'est le cas du Brésil en Amérique latine, du Congo (Zaire) en Afrique, de la Thaïlande en Indochine, d'Israël et de l'Iran au Moyen-Orient.

Pour assurer la paix intérieure dans ces pays afin que les gouvernements puissent agir en toute liberté, une certaine réforme s'avérerait nécessaire. Le but secondaire de cette réforme était d'y ouvrir de nouveaux marchés pour les produits industriels de l'impérialisme.

En Iran, cette réforme est appelée "la révolution blanche", et le Shah est fier d'en être l'auteur et l'instigateur. Là comme ailleurs, le but de cette réforme est, 1) de retarder la vraie révolution du peuple, et 2) de passer du féodalisme au capitalisme afin de stimuler le désir de consommation chez les paysans qui composent la majorité de la population.

Depuis 11 ans que dure cette "révolution royale", la pauvreté, l'analphabétisme et les mauvaises conditions d'hygiène sont demeurés sensiblement les mêmes...

Puisqu'une partie de la richesse pétrolière de l'Irak a été nationalisée et que les mouvements révolutionnaires dans les pays de la région du Golfe Persique (Dohfar, la république démocratique du Yémen du Sud et "le mouvement de libération d'Oman") deviennent de plus en plus forts, l'impérialisme a choisi le gouvernement de l'Iran comme gendarme de la région afin de sauvegarder ses intérêts.

A ce propos, le Shah a acheté pour \$3 milliards d'armements aux U.S.A. et environ \$1. milliard en Angleterre. Parmi cet armement on peut citer 300 avions "Phantom", 1,000 hélicoptères, 1,700 tanks. La force militaire iranien-

ne possède actuellement 250,000 soldats et une force navale composée entre autres de 15 vedettes américaines dans le Golfe et la mer d'Oman. Ce qui est énorme pour un pays pauvre et sous-développé!

LES DESSOUS DE LA "REVOLUTION BLANCHE"

Parallèlement, les conditions de vie du peuple iranien deviennent de plus en plus difficiles. Chaque jour, le régime donne de nouvelles concessions aux compagnies multinationales pour le pillage des ressources matérielles et humaines de l'Iran. La soumission du régime à l'impérialisme américain est telle que le 22 février 1974 il a accepté de prêter \$1 milliard par an à la Banque mondiale et au Fonds Monétaire International (F.M.I.) pour aider les pays industriels consommateurs de pétrole. L'alliance entre l'impérialisme et le régime du Shah se consolide de plus en plus dans l'espoir de retarder la victoire des peuples dans cette région...

L'utilisation du gouvernement iranien comme "matraque" contre les peuples de cette région montre que la doctrine de Nixon est appliquée une fois de plus. Pendant que les mouvements révolutionnaires de Dohfar et le "mouvement pour la

libération d'Oman" arrache chaque jour de nouvelles victoires, et pendant que la république démocratique du Yémen du Sud consolide ses bases socialistes dans le pays et appuie les mouvements révolutionnaires d'Oman et de l'Erythrée, le gouvernement iranien a envoyé 30,000 soldats et une grande quantité de matériel militaire, y compris les avions "Phantom" en Oman.

En même temps, pour réduire le peuple au silence, le régime du Shah a instauré une répression si violente qu'en comparaison, l'Espagne de Franco est très libérale! Les arrestations arbitraires, les tortures sans limite et les exécutions sans procès valable ont transformé l'Iran en pays de terreur. Actuellement, il existe 30,000 prisonniers politiques en Iran. Depuis 1972 jusqu'à maintenant, 199 exécutions ont été annoncées par le régime lui-même, c'est-à-dire que 2 patriotes par semaine ont été passés par les armes.

Mais malgré tout, la lutte du peuple iranien contre l'impérialisme et le gouvernement du Shah, causes de toutes les misères, se poursuit. Aucun mensonge, tromperie, répression ou torture de patriotes n'a réussi jusqu'ici à arrêter le mouvement de libération en Iran.



la répression incroyable qui y est exercée contre toute velléité de contestation du régime, et aussi le rôle très important que l'Iran est de plus en plus appelé à jouer dans cette région, en tant qu'"excellent ami" des U.S.A. Ce pays du Moyen-Orient, est effectivement beaucoup moins bien connu ici que le Brésil par exemple, qui, lui, "a la responsabilité" de l'Amérique latine. La conférence a ainsi contribué à en éclairer plusieurs sur cette situation.

L'Iran, avec 1,650,000 km carrés de surface, a une population de 31 millions d'habitants. Il est bordé au sud par le Golfe Persique et la

bien longtemps qui avait intérêt à ce coup d'Etat. Celui-ci a permis aux grandes compagnies pétrolières de revenir en reines et maîtresses du pétrole en Iran sans risquer d'y être "dérangée" par quoi-ou-que ce soit. Elles y font en effet leur quatre volontés: elles fixent elle-mêmes les prix du pétrole et, par surcroît, n'en payent que 50%!

STRATEGIE IMPERIALISTE

Le besoin en pétrole des pays industriels de l'Europe occidentale, des U.S.A. et du Japon demandait d'exploiter de nouveaux gisements. Grâce aux salaires modestes versés aux ou-

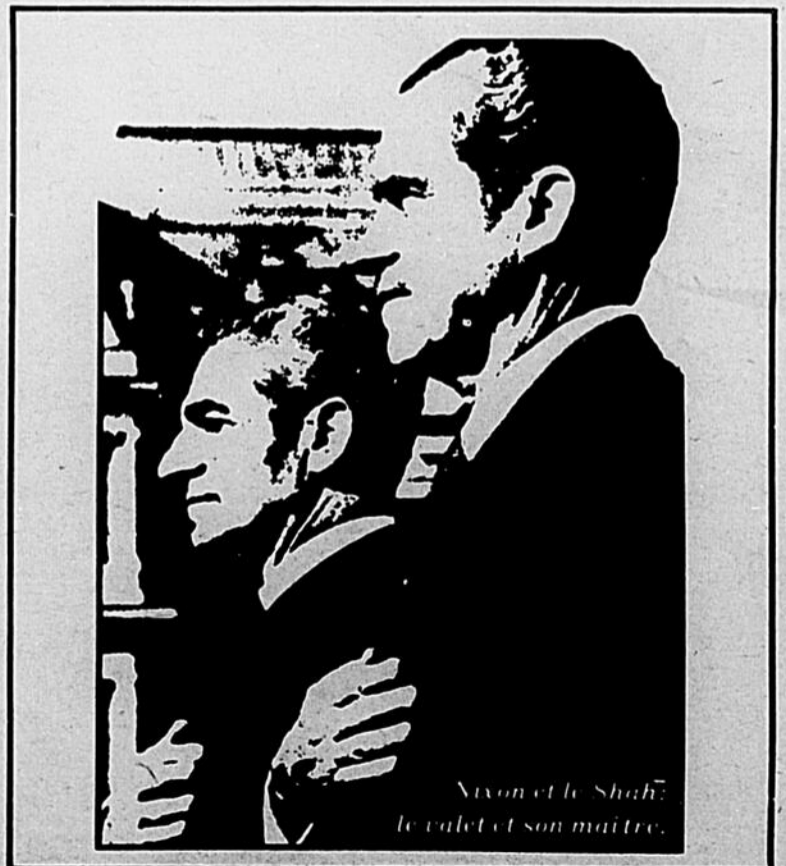
Pour ceux qui voudraient aller plus loin et manifester leur solidarité à la résistance iranienne, mentionnons que le consulat d'Iran au Canada est situé à Ottawa, 85 Range Road. (tél. 613-236-9108)

mer d'Oman (nord de l'océan Indien) et ses voisins immédiats sont l'Irak, la Turquie, l'U.R.S.S., l'Afghanistan et le Pakistan; 75% de la population vit dans les campagnes et le taux d'analphabétisme pour la population adulte (+ de 10 ans) est de 65%.

UN PEU D'HISTOIRE

En août 1953 le mouvement nationaliste iranien,

vriers, à la facilité d'extraction et au contrôle très strict des compagnies sur les prix, la nouvelle exploitation du pétrole se fit surtout dans la région du Golfe Persique. Ce qui explique que 60% de la consommation mondiale du pétrole à l'heure actuelle, vient de cette région. Il est évident que le but essentiel de l'impérialisme n'a pas changé. Ce qui a changé, ce sont les tacti-



Nixon et le Shah:
le valet et son maître.



PRÊTS AUX FUTURS DIPLÔMÉS!

La **banque provinciale**
une banque de chez nous, qui réalise que
son rôle dans notre société, auprès des
futurs diplômés, ne se limite pas seule-
ment à prêter de l'argent en vue d'un bon
départ dans la vie, mais s'efforce aussi
de contribuer à la concrétisation des
rêves les plus élevés et à la réalisation
d'une vie pleine et réussie.

Partout où il y a une succursale de la
banque provinciale
vous serez épaulés! Entrez, on vous re-
cevra bien! Et c'est avec plaisir qu'on
vous offrira conseils, appui financier et
cordiale amitié, afin de vous aider à
partir du bon pied et à réaliser votre
propre mieux-vivre.

banque provinciale

LA BANQUE DU MIEUX-VIVRE

Veillez remplir ce coupon

Nom

Adresse

Téléphone

et présentez-le à une de nos succursales de la Banque Provinciale.

Tous nos directeurs vous réserveront une attention particulière pour tout genre de prêts.

Southern Comfort: une croisière nouveau genre.

Sans nous déplacer, faisons un voyage nouveau genre. Buvons du Southern Comfort, la boisson du Sud qu'il faut toujours avoir dans son bag-age. Une bouteille, un bar. C'est dans l'grand Confort!

Départs:

Comfort avec glaçons

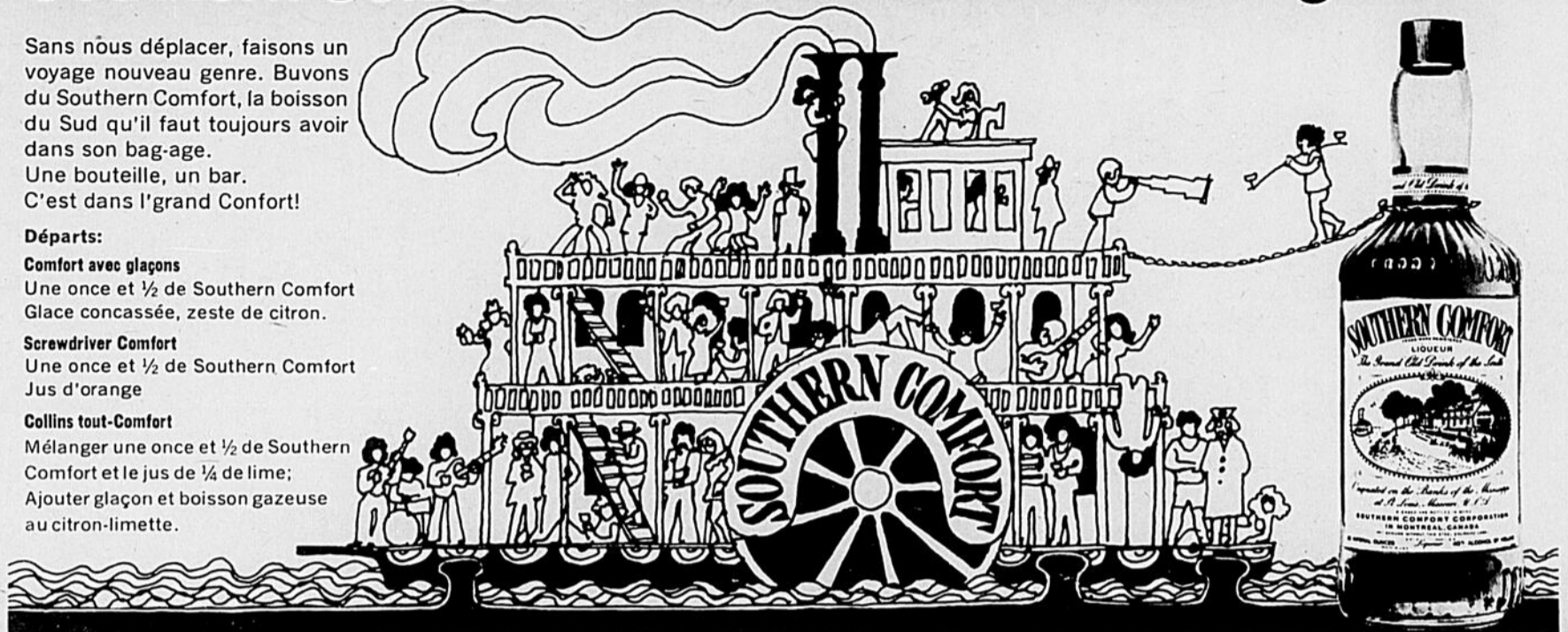
Une once et 1/2 de Southern Comfort
Glace concassée, zeste de citron.

Screwdriver Comfort

Une once et 1/2 de Southern Comfort
Jus d'orange

Collins tout-Comfort

Mélanger une once et 1/2 de Southern Comfort et le jus de 1/4 de lime;
Ajouter glaçon et boisson gazeuse au citron-limette.



"6 heures-Chili"

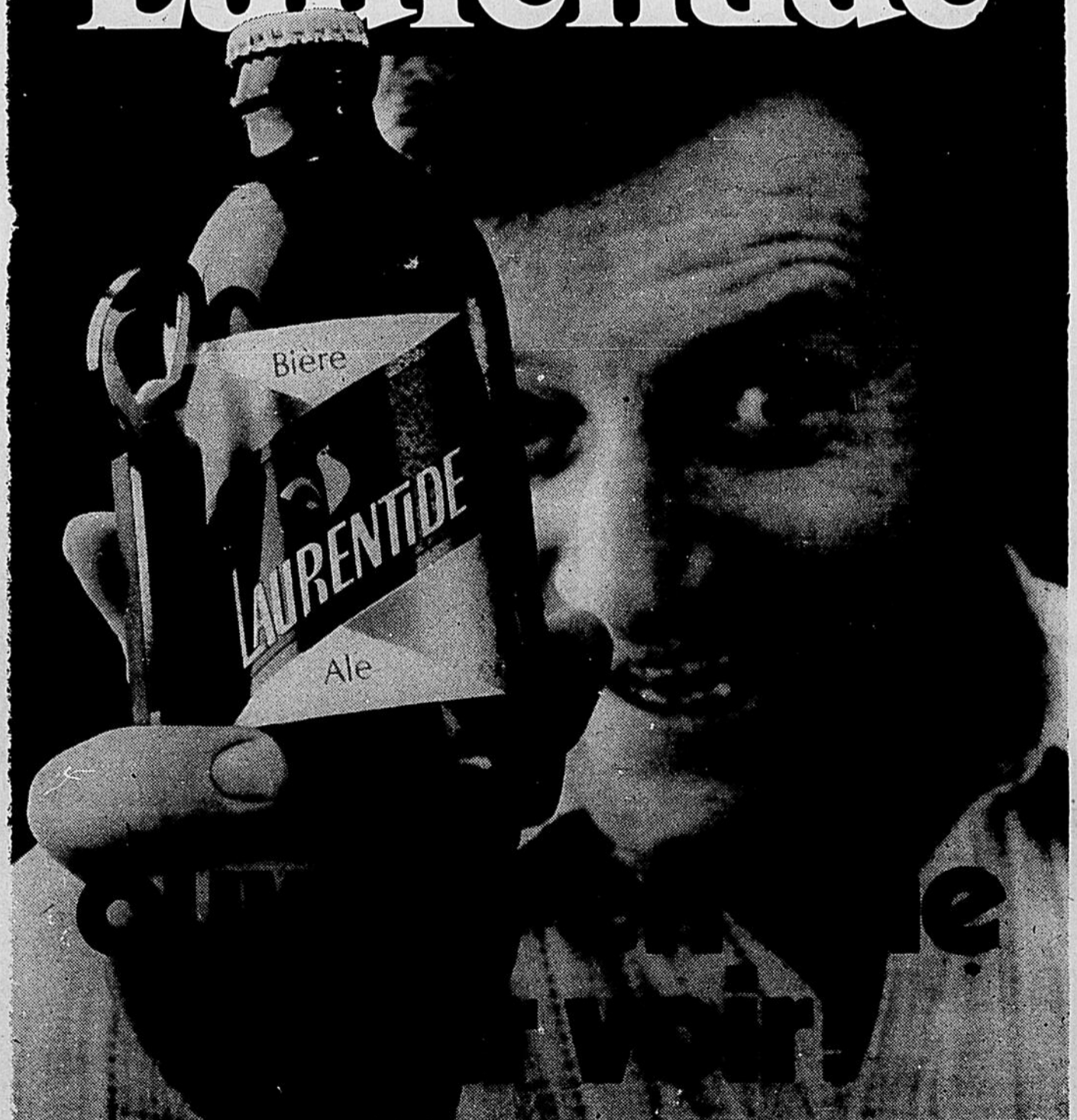
C'est en fournissant un travail gigantesque ces dernières semaines, que les comités étudiants de Solidarité avec le Chili ont mis en branle un "super show" politique sur la question chilienne qui se déroulera sur différents campus de Montréal et les environs. Les "six heures Chili" réuniront une série de cinq conférences entrecoupées de montages de diapositives, de projections de films et de vidéos ainsi que de discussions.

La situation du Chili avant l'Unité Populaire; les réformes et les mouvements populaires; le jeu de l'impérialisme; les tortures, la répression et la solidarité internationale; les leçons à en tirer pour le Québec constitueront les cinq thèmes de ces conférences. Une exposition de 50 agrandissements de photos illustreront les différents thèmes et une dizaine de gigantesques banderoles créeront l'environnement visuel. Une table de littérature politique sera tenue en permanence et les fonds recueillis serviront à soutenir la résistance chilienne.

Il est évident que les activités habituelles du campus seront bouleversées par le déroulement de six heures de diffusion d'informations politiques. Ceci permettra, nous l'espérons, une mobilisation des étudiants, profs et travailleurs sur la question du soutien à la résistance chilienne. Ceux-ci sont donc invités à participer activement à cette manifestation politique d'un type nouveau et à prendre part aux discussions qui y seront animées. L'horaire provisoire de la tournée des "six heures" pour le mois de mars est:

EDOUARD MONTPETIT	le 12
U. DE M.	le 13
VIEUX MONTREAL	le 14
U. DU Q.	le 19
ROSEMONT	le 20
MAISONNEUVE	le 21
BOIS DE BOULOGNE	le 27

Laurentide



L'Université de Montréal tente de bannir la vente de toute littérature progressiste

Le 5 mars dernier, l'administration (imbue de libéralisme et de démocratie) portait une grave atteinte à la liberté d'expression et d'information des étudiants, professeurs et employés en tentant de faire cesser une vente de littérature sur le Chili. Depuis le mois de novembre 1973, le Comité de Solidarité Chili U. de M. organise entre autre, presque hebdomadairement, des tables de littérature ayant pour but: 1) de distribuer et de vendre de la littérature sur la situation chilienne récente offrant une série de documents continuellement à jour et 2) recueillir de cette manière des fonds pour la résistance chilienne. La vente de littérature politique sur le Chili est donc un acte militant relié directement aux activités du Comité de Solidarité Chili et correspond à un intérêt soutenu chez l'ensemble des étudiants, profs et travailleurs si l'on en croit la somme accumulée par ces ventes (au delà de \$1,000.)

À la suite d'une conversation qui s'avéra inutile avec M. Painchaud et malgré les menaces d'expulsion de la part d'agents de sécurité de l'U. de M., la table de littérature a pu continuer grâce à l'arrivée d'une trentaine de militants refroidissant ainsi les intentions de la sécurité. Nous venons donc d'apprendre qu'il était interdit de vendre quoique ce soit sur le campus et que toute vente était considérée illégale. Face à cette attaque de l'administration, le Comité répondit par une autre table de littérature le lendemain midi. Conscients de l'intérêt que ces tables de littérature suscitent chez nombre de gens et pour éviter de mettre de l'huile sur le feu, les gardes de sécurité se présentent en petit nombre (2 ou 3) et utilisant la tactique de la menace: "Si vous ne cessez pas de vendre on va appeler notre patron pi y va s'arranger pour vous faire expulser".

Face à cette nouvelle offensive de l'administration, des militants décident d'inviter les étudiants à une assemblée générale impromptue le jour même à 1:30h. Trois cents personnes s'y rendent et décident à la suite de discussions de rendre visite au responsable du service, M. Painchaud. Spontanément 100 à 150 personnes se lèvent pour se rendre au bureau du bonhomme en question ou Gouin (directeur de la sécurité) et ses agents les attendaient le pied ferme. Passant outre à la proposition de Gouin

voulant qu'une délégation de 3 étudiants rencontrent Painchaud, les 125 manifestants décidèrent de rencontrer ce dernier.

Après une dizaine de minutes de tumulte et de slogans Painchaud se montra la fraise. D'un calme de fonctionnaire, il répondit aux questions des militants avec des arguments de fonctionnaire, répétant que: "Le règlement qui empêche la vente de littérature sur le campus relève d'un autre niveau hiérarchique"; que si les revues "Commerce" et "Affaires" ont pu s'installer et vendre leur camelote pendant deux semaines c'était "parce qu'il n'avait pas été informé à temps de leur présence", que tout ce qu'il pouvait faire c'était de pré-

quilles comme les gars de la revue "Commerce", on vous achalerait pas. De toute façon la mesure actuelle et le durcissement de l'administration visent toute littérature politique qui est diffusée sur le campus. Les distributeurs de tous les journaux se sont vus harcelés par la police de l'U. de M.; même des militants péquistes qui tenterent de diffuser les premiers numéros du "Jour" se virent expulser du campus.

Ainsi, l'administration est prête à empêcher la vente même de revues "respectable" pour éviter de montrer que la mesure vise spécifiquement les publications politiques. "Anyway" le résultat est le même: la prohibition de la vente de littérature politique.



L'Université de Montréal n'est pas seule à prendre l'offensive pour empêcher la libre diffusion des publications politiques. Il en est de même dans plusieurs Cegeps (dont Bois de Boulogne) mais la aussi la riposte s'organise.

senter aux "autorités concernées" les exigences des manifestants, etc... Toujours la même chanson du directeur sans pouvoir! C'est cependant Painchaud lui-même qui a dicté au personnel du Service des bâtiments et terrains des Sciences Sociales de faire cesser toute vente de quoique ce soit sur le campus sous menace d'expulsion. Interrogé sur la sensibilité des "antennes" de l'administration et sur sa rapidité d'exécution lorsqu'il s'agit de bannir la vente de littérature politique, Painchaud a répondu: "Si les groupes en question faisaient moins de bruit nos antennes seraient peut-être moins sensibles". Donc, si vous vous teniez tran-

Face à cette offensive les étudiants, profs et employés de l'U. de M. conscients de leurs droits à l'information n'ont pas l'intention de se faire dicter par l'administration ce qu'ils doivent lire. Il est donc d'une importance primordiale que cette lutte pour la liberté d'expression et d'information soit soutenue massivement. Aujourd'hui ce sont les journaux, demain ce sera nos gueules qu'on obligera à fermer. Pour une information libre! Contre la politique répressive de l'administration!

Les tables de littérature Chili et la vente de toute littérature politique continueront coûte que coûte! Soyez prêts à intervenir à la moindre menace d'expulsion!